

Observatoire des perspectives utopiques

3^{ème} Edition

Avec le soutien de



Mars 2022

Observatoire des perspectives utopiques

Synthèse

Philippe Moati

La première vague de l' *Observatoire des perspectives utopiques* a été réalisée en 2019. Notre désir d'explorer comment les Français se représentent une société idéale était né du sentiment que, le projet « moderne » ayant en quelque sorte rempli son contrat et révélant désormais surtout sa face sombre, les sociétés occidentales souffraient d'un manque d'idéaux, d'un déficit d'objectifs collectifs à atteindre, d'une panne du désir d'avenir. Avec nos partenaires, nous avons donc élaboré une méthodologie d'enquête consistant à recueillir comment un échantillon représentatif de Français évaluait trois « sociétés idéales » que nous avons élaborées à partir d'idées portées par des auteurs, des mouvements sociaux, des courants politiques... ainsi que leurs aspirations par rapport à différentes dimensions plus spécifiques de l'organisation de la société. Depuis, les Français, comme l'ensemble des habitants du monde, ont vécu un évènement inédit aux impacts majeurs : la crise sanitaire. La sidération qui nous a saisis face à la violence du choc, à la radicalité des mesures adoptées en réaction et au bouleversement des modes de vie qui l'a accompagné ont créé un contexte favorable à la réflexion sur le sens à donner à cet « évènement » et sur les conséquences qu'il convenait d'en déduire, tant sur l'organisation de la vie économique et sociale qu'à échelle individuelle des priorités à donner à l'existence. Les premiers mois de la crise sanitaire ont donné lieu à des débats prolifiques. Beaucoup se sont mis à penser (ou à espérer) que le « monde d'après » serait nécessairement différent du « monde d'avant ». Les enquêtes que nous menons à l'ObSoCo sur divers aspects des modes de vie et de consommation ont eu tendance à montrer que, hormis l'accélération de la numérisation des modes de vie et les effets de la diffusion du télétravail, le balancier du changement avait une forte tendance à revenir vers sa position initiale. Mais qu'en est-il des manières dont les Français se représentent une société idéale ? L'expérience de la crise sanitaire a-t-elle conduit à des réaménagements des idéaux et des aspirations tels qu'ils étaient relevés en 2019 par l' *Observatoire* ? C'est notamment pour répondre à cette question que, avec l'Ademe et BPI France, nous avons décidé de relancer l'enquête, à l'identique de celle de 2019¹, deux ans et demi plus tard, « à froid », alors que la phase de sidération est désormais derrière nous, que la pandémie – toujours là – fait moins de ravages depuis la vaccination massive et que nous avons appris à « vivre avec ».

Le constat est que les postures par rapport aux points abordés dans l'enquête ont des racines si profondes que, même confrontés à une expérience aussi forte que celle de la crise du coronavirus, elles affichent une remarquable stabilité. Toutefois, l'examen de détail des résultats révèle des accélérations, des inflexions, des convergences ou, au contraire, des divergences... Et l'ensemble des résultats rassemblés de cette étude livre une

¹ Une deuxième vague de l'enquête, centrée sur l'évaluation des 3 modèles de société, a été conduite en juin 2019, à la sortie du premier confinement.

image riche de la société française, de ses envies et de ses craintes, de ses élans collectifs comme de ses fractures.

Le terrain de cet *Observatoire des perspectives utopiques* a été mené du 1er au 11 février 2022 auprès d'un échantillon de 4000 personnes représentatives de la population française âgée de 18 à 75 ans. Le terrain s'est donc tenu avant le début de la guerre en Ukraine.

Je m'attacherai dans les pages qui suivent à survoler les résultats les plus significatifs de cette enquête en focalisant sur ce qui a le plus changé par rapport aux constats d'avant-crise. Mais avant cela, il convient d'insister sur le fait que l'objectif de cet *Observatoire* est d'appréhender les idéaux des Français, ce à quoi ils aspirent en dehors de toutes contraintes. Certains des résultats vont paraître en franc décalage avec des comportements effectifs. Plutôt que de convoquer quelques penchants discordants de la population, il convient de se rappeler que nos comportements sont largement le fruit de compromis entre nos idéaux et le jeu de contraintes qui s'impose à nous. Si certains idéaux exprimés par les Français dans l'enquête peinent à trouver une traduction pleine et entière dans les comportements, c'est sans doute qu'elle bute sur des contraintes. Lever ou, tout du moins, alléger des contraintes peut ainsi favoriser l'expression des idéaux. C'est notamment ce que l'on a vu avec cette crise sanitaire qui, en favorisant le télétravail à grande échelle, a conduit au passage à l'acte d'une partie de la proportion importante de Français (en particulier les habitants des grandes métropoles) qui déclarait déjà avant crise désirer vivre ailleurs. En esquissant les contours d'un avenir désirable pour les Français, les résultats de l'*Observatoire* invitent ainsi à la réflexion sur les orientations politiques susceptibles de desserrer des freins.

Malaise dans la société française

Les résultats de l'*Observatoire* dessinent les contours d'une société française toujours globalement pessimiste. Un état d'esprit qui s'illustre en particulier dans l'anticipation par 54 % des répondants d'une vie moins bonne que la leur pour leurs enfants et petits-enfants, contre 37% qui estiment qu'elle sera pareille mais seulement 10 % meilleure. Et 58% qui s'accordent sur la proposition selon laquelle « *de manière générale, c'était mieux avant* » (contre 28 % qui sont de l'avis contraire).

Ce malaise se nourrit notamment de la perception d'un environnement incertain et hostile dont la vitesse de changement semble très déstabilisante. Ainsi, 3 Français sur 4 expriment « *le sentiment de vivre dans un environnement de plus en plus dangereux* ». Et de fait, invités à noter de 0 à 10 la probabilité de l'occurrence dans les 10 ou 20 prochaines années de 8 scénarios catastrophes, un seul - une troisième guerre mondiale - a reçu une note moyenne inférieure à 5. La question ayant été posée juste avant que ne se déclenche l'entrée des troupes russes en Ukraine, on peut aisément saisir combien ces événements sont de nature à encore accentuer l'anxiété collective.

Une large fraction de la population semble en outre éprouver des difficultés à suivre le rythme auquel le monde change. 69 % des personnes interrogées partagent le sentiment que « *le monde change trop vite* » et 44 % reconnaissent « *avoir du mal à s'adapter à la vitesse à laquelle il évolue* ».

La marche du monde peut sembler d'autant plus inquiétante que la relation entre les Français et les acteurs aux commandes est empreinte de défiance. Par exemple, 84 % des Français interrogés se défient des partis politiques, 61 % des grandes entreprises du numérique, 58 % des grandes marques de produits alimentaires, 66 % des médias...

Tout semble donc se passer sur le modèle du cercle vicieux : on peine à comprendre la marche du monde, ce que l'on en perçoit inquiète, et inquiète d'autant plus que l'on se défie des élites économiques et politiques qui sont aux commandes et chargées de la rendre lisible.

Dans un tel contexte, peut-on dessiner les contours d'une société idéale, une utopie réaliste, qui pourrait constituer pour une large fraction de la population un horizon désirable ?

La société idéale : prime à une société écologique

Trois « systèmes utopiques », trois modèles de société, ont été soumis à l'évaluation des répondants. Ces trois systèmes utopiques sont ceux que nous avons définis en 2019 avec nos partenaires, sur la base de ce qui nous semblait être porté par des mouvements sociaux, des leaders d'opinion, voire des courants politiques :

- L'utopie *écologique* évoque une organisation de l'économie et de la société tendue vers l'équilibre et la sobriété. Répondant en premier lieu à l'impératif écologique, elle s'accompagne de modes de vie et de consommation que l'on pourrait résumer par la formule « moins mais mieux ».
- L'utopie *identitaire sécuritaire* campe quant à elle une société nostalgique d'un passé révolu, soucieuse de préserver son identité et sa singularité face aux influences étrangères, qu'elles viennent d'une mondialisation économique et institutionnelle ou de l'arrivée de nouvelles populations. Ici, clairement, la difficulté à se projeter dans l'avenir favorise la recherche d'idéaux dans un passé réinventé, un supposé âge d'or qui prend alors les traits d'une utopie.
- L'utopie *techno-libérale* enfin qui, s'inscrivant dans une trajectoire hypermoderne, décrit une société dans laquelle priment les valeurs individualistes et la reconnaissance des droits individuels, bénéficiant d'une croissance forte (mais génératrice d'inégalités) grâce à la vigueur d'un progrès technique allant jusqu'à augmenter l'humain, dans une perspective transhumaniste.

Chacun de ces trois systèmes utopiques, sans être nommé, a été présenté sous la forme d'une quinzaine de propositions qui en décrivaient les différentes facettes (économiques, politiques, modes de vie...), en tentant d'équilibrer les points pouvant être perçus comme positifs par des contreparties négatives. La question était formulée de la manière suivante : « *Voici la description d'une société idéale. Veuillez noter de -5 à +5 chacune de ses caractéristiques [les 15 propositions étant soumises une à une selon un ordre aléatoire] en fonction de votre degré d'adhésion (-5 = vous rejetez radicalement le point concerné. +5 vous adhérez totalement au point concerné). Les notes intermédiaires vous permettent de nuancer votre jugement (0 = neutre). Attention, il ne s'agit pas de porter un jugement sur la crédibilité des propositions, mais sur la mesure dans laquelle elles correspondent à ce que vous souhaitez pour l'avenir* ».

A l'issue de la présentation des 15 propositions, les répondants ont été invités à « *donner une note de -5 à +5 selon l'intensité de votre désir de vivre dans la société qui vient d'être décrite* »

C'est clairement la société écologique qui sort gagnante de la confrontation des trois systèmes utopiques soumis à l'évaluation des répondants. Sur la base de la moyenne des notes données à chacune des propositions décrivant les 3 sociétés idéales, **l'utopie écologique apparaît comme l'utopie préférée de 51 % des Français interrogés. Elle est suivie par l'utopie sécuritaire, avec 39 %. Loin derrière, l'utopie techno-libérale ferme la marche avec 11 %.**

Préférer un modèle de société ne signifie pas nécessairement rejeter les autres. D'autant plus que chaque répondant a pu noter séparément chacune des dimensions relatives aux systèmes utopiques, ce qui lui a permis d'affirmer son adhésion à certaines dimensions et son rejet d'autres.

Toujours sur la base de la note globale donnée à chacun des trois systèmes utopiques, il apparaît que l'utopie écologique ne réunit qu'une très faible proportion de « détracteurs » : seulement 4 % des répondants lui ont donné une note inférieure ou égale à -3, alors que l'on compte 35 % de « supporters » (répondants ayant noté

cette utopie au moins +3). Sur les 3 fois 15 propositions décrivant les 3 systèmes utopiques, 7 recueillent une moyenne supérieure ou égale à +2 et rassemblent plus de 40 % de supporters pour moins de 5 % de détracteurs. Au-delà de l'utopie préférée par les uns ou les autres, ces propositions font donc l'objet d'un relatif consensus parmi les Français

PROPOSITIONS AYANT OBTENU UNE MOYENNE D'AU MOINS +2

(Base totale)

	Notes moyennes	% de détracteurs	% de supporters
Une part importante de ce qui est consommé est produite localement par de petites entreprises. L'économie et l'emploi se relocalisent et les territoires sont redynamisés.	2,5	3%	52%
Les standards de vie évoluent vers moins de consommation d'objets, vers moins de quantité mais plus de qualité.	2,2	4%	48%
Les activités domestiques (faire soi-même : cuisine, bricolage, jardinage, réparation, entretien...) prennent une part importante du temps disponible.	2,1	3%	43%
La consommation est de plus en plus fondée sur la mutualisation ou le partage d'équipements et de ressources, les échanges entre particuliers...	2,1	3%	43%
La recherche et l'innovation sont encouragées par l'Etat pour assurer l'autonomie de la France sur les technologies clé de demain.	2	4%	47%
Le Gouvernement adopte des mesures visant à permettre au maximum de foyers d'être propriétaires de leur logement	2	5%	43%
Le Gouvernement a adopté des lois qui alourdissent les peines à l'encontre des délinquants.	2	8%	46%

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France Le Lab, février 2022

Les 4 premières propositions présentées plus haut relèvent de l'utopie écologique, mais les 3 suivantes sont issues de l'utopie identitaire-sécuritaire. Si l'utopie écologique jouit manifestement d'une forte capacité d'entraînement, auprès de beaucoup de Français, la société idéale serait à bâtir en bricolant dans les différentes facettes de nos trois systèmes utopiques.

L'attrait exercé par l'utopie écologique est, bien sûr, à rapprocher de la conscience qu'ont désormais les Français de la gravité de la crise environnementale. Parmi les 7 scénarios catastrophes soumis à l'évaluation des répondants, c'est « un monde où le réchauffement climatique a dépassé les 4 degrés » qui a été perçu

globalement comme le plus crédible (avec une moyenne à 6,5/10). Ce point est également illustré dans l'enquête par le fait que 56 % des personnes interrogées se retrouvent dans la proposition : « *la situation est préoccupante et appelle un changement radical dans l'organisation de l'économie et de la société, revenant à produire et à consommer moins mais mieux* ». 56 %, auxquels on est tenté d'ajouter les 20 % qui estiment que « *la situation est préoccupante mais que le progrès technique finira par apporter des solutions* ».

Toutefois, l'examen de détail de la manière dont les répondants ont évalué les différentes facettes de l'utopie écologique montre que l'adhésion à ce modèle de société n'est pas seulement « poussée » par les craintes suscitées par la crise environnementale. Elle est aussi « tirée » par les modes de vie et de consommation qui lui sont associés : « moins mais mieux », consommation collaborative et économie du partage, faire soi-même, relocalisation de la consommation et modes de vie inscrits dans la proximité... Un constat en cohérence avec d'autres inclinaisons des Français que révèle par ailleurs l'enquête. Le désir de ralentissement, notamment, avec 59 % des personnes interrogées qui affirment aspirer à ralentir. Mais aussi, les réactions extrêmement positives suscitées par un visuel représentant la place d'un village français traditionnel comme cadre de vie idéal.

Le succès rencontré par l'utopie écologique ne doit cependant pas conduire à sous-estimer l'attrait exercé par l'utopie identitaire-sécuritaire. Comme l'utopie écologique, celle-ci ne réunit que très peu de détracteurs (seulement 7 % de notes globales inférieures ou égales à -3) alors que l'on compte 32 % de supporters, soit une proportion très proche de celle observée pour l'utopie écologique. Le détail des évaluations par dimensions de ce modèle de société témoigne d'un fort degré d'adhésion au renforcement de la sécurité, que ce soit par exemple par l'alourdissement des peines à l'encontre des délinquants ou par l'augmentation des effectifs de police. Par ailleurs, « Sécurité » et « Loi » font partie des mots soumis à l'évaluation des répondants qui ont recueilli les plus fortes proportions d'évocations positives. Le volet identitaire de ce système utopique fait lui aussi l'objet d'un soutien d'une part significative de la population, y compris dans ses dimensions critiques à l'égard des populations d'origine étrangère. Par exemple, la proposition « *les populations d'origine étrangère sont invitées à adopter rapidement les us et coutumes de la culture nationale, au niveau de la langue, du respect des usages du savoir-vivre, des modes vestimentaires...* » est créditée d'une moyenne de +1,6 avec 59 % de Français lui ayant donné une note positive (dont 42 % entre +3 et +5). Dans une moindre mesure, les dimensions protectionnistes de l'utopie sécuritaire sont elles aussi soutenues par une large fraction des répondants.

Par rapport aux deux précédents, le système utopique techno-libéral apparaît quant à lui nettement peu aspirationnel. Seule la dimension de reconnaissance des droits individuels rencontre un écho favorable auprès d'une part importante des personnes interrogées. Les propositions décrivant l'organisation politique de cette société idéale (concentration de l'intervention de l'État sur les fonctions régaliennes ; gouvernement d'élus conseillés par des experts et ayant recours au référendum numérique) sont plus clivantes. La perspective d'une économie mondialisée, en forte croissance mais inégalitaire, organisée autour de grandes entreprises mondiales de la tech et de start-ups, et où une large part de la consommation passerait par les plateformes numériques... fait l'objet d'une position de réserve de la part d'une majorité de répondants. L'idée de l'intégration de la technologie dans l'humain, d'un « homme augmenté » dans une visée transhumaniste, crée un consensus de rejet. Pour autant, l'enquête donne à voir un rapport des Français à la science et à la technologie plus complexe. 68 % des répondants déclarent avoir confiance dans les scientifiques, mais seulement 31 % dans les grandes entreprises du numérique. 50 % approuvent l'affirmation selon laquelle « *le développement de la science et des technologies génère plus de bénéfices que d'effets néfastes* », quand 32 % sont de l'opinion contraire. 59 % estiment « *qu'il ne faut pas imposer de limites au travail des chercheurs dans le progrès des connaissances et de la science* » et 50 % qu'« *il ne faut pas imposer de limites aux applications économiques des progrès de la science* ». Pourtant, 55 % des répondants se reconnaissent dans l'affirmation « *quand je pense aux découvertes scientifiques et aux innovations technologiques à venir, je m'inquiète pour le devenir de l'humanité* ». Seulement 21 % des personnes interrogées se déclarent disposées à se faire greffer un implant dans le cerveau qui en augmenterait les performances (dont 4 % « *très certainement* »)...

Qu'est-ce que la crise sanitaire a changé ?

La comparaison des résultats de l'enquête avec ceux issus du même questionnaire administré durant le printemps 2019 permet d'entrevoir quels ont pu être les effets de la crise que nous avons vécue sur les représentations que se font les Français d'une société idéale.

A l'échelle des **préférences générales exprimées à l'égard des trois systèmes utopiques abordés dans l'enquête, les évolutions sont modestes**. A 51,6 %, la part des Français ayant affirmé une préférence pour l'utopie écologique sur la base de la moyenne des notes données à chacune des propositions est exactement au même niveau que celui mesuré en 2019. **La part des partisans de l'utopie sécuritaire a progressé de presque 1 point (de 36,9 % à 37,7 %), alors que celle des partisans de l'utopie techno-libérale diminuait d'autant.**

Si la répartition des préférences en 2022 est donc très peu différente de celle de 2019, elle s'écarte plus significativement de celle observée lors de la deuxième vague de cet *Observatoire* conduite en 2020, à la sortie du premier confinement. Nous observons alors une progression de plus de 2 points des préférences pour l'utopie écologique, au détriment de l'utopie techno-libérale, probablement en lien avec le vécu de la crise et les analyses qui circulaient alors sur son lien avec la crise environnementale et la nécessité d'un « monde d'après » qui aurait accéléré sa transition. Ce léger renforcement de l'attraction exercée par ce modèle de société n'aura été que de courte durée avant de revenir à sa position initiale. On est évidemment tenté de rapprocher la légère progression des préférences en faveur de l'utopie identitaire-sécuritaire de la montée de la promotion de ce modèle de société dans le débat politique en vue de l'élection présidentielle.

La hiérarchisation des trois systèmes utopiques sur la base de la moyenne des notes données aux propositions en précisant le contenu conduit à un constat similaire : recul de l'utopie écologique, modeste par rapport à 2019 (-0,1 point), plus fort par rapport à 2020 (-0,4 point) ; progression de l'utopie sécuritaire (+0,1 par rapport à 2019, mais -0,1 par rapport à 2020) et baisse, continue, de l'utopie techno-libérale (-0,2 par rapport à 2019).

SYSTEME UTOPIQUE LE MIEUX NOTE

EVOLUTION DE LA REPARTITION DES REpondANTS SUR LA BASE DE LA MOYENNE DES NOTES PAR PROPOSITION

	2019 (Base totale, n=2000)	2020 (Base 18-70 ans, n=1888)	2022 (Base 18-70 ans, n=3668)
Utopie écologique	51,6 %	53,7 %	51,6 %
Utopie identitaire-sécuritaire	36,9 %	37,0 %	37,7 %
Utopie techno-libérale	11,5 %	9,4 %	10,3 %

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France Le Lab, février 2022

MOYENNES DES NOTES MOYENNES ATTRIBUEES AUX PROPOSITIONS DES TROIS SYSTEMES UTOPIQUES

	2019 (Base totale, n=2000)	2020 (Base 18-70 ans, n=1888)	2022 (Base 18-70 ans, n=3668)
Utopie écologique	+1,6	+1,9	+1,5
Utopie identitaire-sécuritaire	+1,2	+1,4	+1,3
Utopie techno-libérale	-0,2	-0,3	-0,4

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France Le Lab, février 2022

Les évolutions sont donc mesurées et force est de constater la forte inertie dans la manière dont les Français se représentent la société idéale, en dépit du choc qu'a été pour beaucoup l'expérience de la crise sanitaire. Pour autant, l'examen de détail des résultats de l'enquête révèle quelques évolutions significatives.

Un certain recul de la sensibilité environnementale

Si le degré d'adhésion à l'utopie écologique est stable, certains résultats confirment ceux d'autres enquêtes de L'ObSoCo qui suggèrent que la sensibilité des Français aux questions environnementales se seraient légèrement éteinte à la faveur de la crise, tout en demeurant à un niveau élevé. Sans doute est-ce là la conséquence de la montée d'autres préoccupations inscrites dans un vécu plus immédiat (santé, mobilité, pouvoir d'achat...). Ici, on voit notamment reculer de 3 points la part des répondants qui considèrent que la gravité de la situation appelle des changements radicaux.

Pourtant, les mots « Nature » et « Naturel » continuent de se placer dans le trio de tête des mots les plus souvent associés à des connotations positives par les répondants ; ils enregistrent en outre une progression par rapport à 2019. « *Le contact avec la nature* » demeure en tête des caractéristiques recherchées du lieu de vie idéal, et progresse même de 4 points.

Une amélioration de la posture relative à la science et à la technologie

On relève une légère progression de la confiance dans la science et la technologie pour faire face aux problèmes environnementaux et climatiques. Plus nettement encore, la part des Français qui considèrent que « *le développement de la science et des technologies génère plus de bénéfices que d'effets néfastes* » passe de 41 % à 50 %. Et désormais, 58 % des Français s'accordent autour de l'idée qu'« *il ne faut pas imposer de limites au travail des chercheurs dans le progrès des connaissances et de la science* » (58 % pour 54 % en 2019), ce qui entre cependant en contradiction avec leur rejet massif, et en progression, des orientations transhumanistes.

Le renforcement du désir de sécurité

La progression de l'appétence des Français pour l'utopie identitaire-sécuritaire tient notamment au renforcement de l'adhésion aux dimensions sécuritaires de ce système utopique (sévérité accrue à l'égard des délinquants, renforcement des effectifs de police). Le renforcement de ce désir de sécurité est également visible au travers de la progression de l'adhésion à la proposition « *Nous avons besoin d'un Gouvernement plus ferme dans le maintien de l'ordre et de la sécurité* », qui passe de 66 % à 73 %. Le « sentiment de sécurité » a été classé en 3^{ème} position des caractéristiques du lieu de vie idéal et est en progression par rapport à 2019...

Renforcement de l'appétit de libertés

Le désir de sécurité peut toutefois entrer en conflit avec l'appétit de libertés. Effet des restrictions des libertés imposées par la crise sanitaire ? La proportion d'individus se déclarant en désaccord avec l'affirmation « *je suis disposé à céder un peu de ma liberté pour plus de sécurité* » passe de 42 % en 2019 à 47 % en 2022. *A contrario*, le pourcentage de répondants ayant choisi « la liberté » comme réponse à la question « *qu'est-ce qui manque le plus à notre époque et que vous aimeriez voir se développer* » est passé de 24 % à 30 % (en cumul des trois choix possibles).

Notons au passage le renforcement de l'opposition à un système de contrôle social à la chinoise, opposition qui réunit désormais près des 2/3 des Français (mais il reste 19 % des répondants qui se disent favorables à un tel système).

Le renforcement de la tolérance et de la demande de reconnaissance des droits individuels

« *Chacun est libre de vivre et d'afficher sa propre identité (ethnique, religieuse, sexuelle...)* » est non seulement la seule proposition relative à l'utopie techno-libérale qui réunit une nette majorité de notes positives, mais aussi une des rares qui enregistre une progression de sa note moyenne (+0,2). Dans le même esprit, l'adhésion à la proposition « *La loi doit reconnaître le droit de chaque individu de vivre et d'exprimer sa différence, quelle qu'elle soit* », progresse de 3 points, passant de 73 % à 76 %.

En contrepoint, l'adhésion à l'ensemble des propositions à connotation xénophobe attachées à l'utopie identitaire-sécuritaire est en (léger) recul, même si elle demeure à un niveau relativement élevé.

Une évolution du désir de participation ambiguë

La vague 2019 de l'*Observatoire* avait déjà débouché sur le constat d'une volonté largement partagée des Français d'être davantage impliqués dans les prises de décision, au niveau politique comme au niveau économique.

Au niveau politique, cette volonté s'exprimait par le classement du système politique actuel (« *où les décisions sont prises par des professionnels de la politique élus* ») en dernière position des opinions relatives au système politique idéal (18 % en cumul des deux choix possibles). C'est un système où « *les décisions sont prises en ayant recours régulièrement à des référendums* » recueillant la volonté de la population qui arrivait en tête avec 52 % d'avis favorables. En 2022, à 67 %, ce système impliquant directement les citoyens creuse l'écart.

Dans le domaine économique, la forme d'organisation de la vie économique qui arrive en tête des préférences des Français demeure l'organisation autour d'« *entreprises dont les stratégies sont définies conjointement par les actionnaires, les salariés, les pouvoirs publics, les représentants des consommateurs* », mais on note ici un léger recul. Par contre, ce sont désormais 51 % des Français interrogés qui associent la figure d'un bon dirigeant d'entreprise au fait qu'il tient compte de l'avis de ses collaborateurs pour prendre ses décisions (43 % en 2019), ce qui fait de cette disposition la première qualité attendue d'un dirigeant.

Mais, paradoxalement, lorsque l'on interroge les Français sur leur désir de s'impliquer dans la vie politique pour prendre part aux décisions, on retrouve le fait que la proportion de ceux qui expriment ce désir diminue fortement à mesure que l'on gravit les échelons allant du quartier à la nation. Cependant, à chacun des échelons, on relève une diminution significative de cette proportion, allant jusqu'à 7 points à l'échelle de la région. Par ailleurs, on notera que « *s'impliquer dans la vie politique* » ou « *s'impliquer dans la vie de son quartier* », qui n'étaient déjà retenus que marginalement dans l'usage que l'on ferait d'un surcroît de temps disponible, sont en recul par rapport à 2019. Des résultats qui alimentent le diagnostic d'une tendance au repli sur soi et/ou confortent l'idée

que les institutions actuelles ne sont plus perçues comme capables de véhiculer ce désir de participation individuelle.

Une tendance au recentrage à tous les niveaux

On savait les Français critiques à l'égard de la mondialisation. La crise sanitaire qui nous est venue de l'étranger et a révélé au grand jour la dépendance économique du pays résultant de la mondialisation des chaînes de valeur a logiquement accentué cette orientation. Le terme « Mondialisation » qui était déjà le plus mal noté en 2019 à l'échelle des 28 soumis à l'évaluation des répondants, voit sa note moyenne se dégrader encore en 2022.

L'enquête révèle une accentuation de la tendance au repli au plan national à deux niveaux. Tout d'abord par un léger recul des orientations universalistes des Français, qui s'exprime de manière particulièrement nette par le passage de 35 % à 28 % de la part des personnes se disant favorables à « *l'établissement d'un gouvernement mondial associé à une citoyenneté planétaire* ». Dans le même temps, la proportion de Français ouverts au « *renforcement d'une unification européenne dans le sens de la création des Etats-Unis d'Europe* » recule de 40 % à 34 %. Parallèlement, on note une adhésion croissante des Français aux orientations protectionnistes : l'ensemble des propositions attachées à l'utopie identitaire-sécuritaire allant de ce sens sont en progression par rapport à la vague de 2019. Un constat, là aussi, conforté par d'autres enquêtes de l'ObSoCo relevant un fort désir de réindustrialisation du pays.

Cette tendance au recentrage s'exprime également par un goût pour la proximité qui, déjà fort, s'est renforcé avec la crise sanitaire. De l'ensemble des 28 mots soumis à l'évaluation des répondants, « Proximité » fait partie des mieux notés et enregistre une légère progression. La proposition « *une part importante de ce qui est consommé est produite localement par de petites entreprises. L'économie et l'emploi se relocalisent et les territoires sont redynamisés* », attachée à l'utopie écologique, est la mieux notée de l'ensemble des 45 propositions décrivant les trois systèmes utopiques. A +2,5 (sur une échelle de -5 à +5), la note moyenne progresse encore de 0,1 point et la proportion de supporters passe de 50 % à 52 %. On notera que cette proposition séduit (sans doute pas pour les mêmes raisons) à la fois une majorité de partisans de l'utopie écologique et de partisans de l'utopie identitaire-sécuritaire. La proposition relative à la promotion du commerce de proximité au détriment des grandes surfaces de périphérie recueille elle aussi l'approbation d'une large majorité de répondants (et, là encore, tant du côté des partisans de l'utopie écologique que de ceux de l'utopie identitaire-sécuritaire) et sa note moyenne est en progression de deux dixièmes de point.

Recentrage enfin sur la sphère domestique. On le sait : les marchés relatifs à l'habitat (bricolage, mobilier, décoration...) ont largement bénéficié de la crise sanitaire. Ce point se manifeste dans l'enquête au travers des réponses des Français interrogés sur les usages prioritaires qu'ils feraient d'une rentrée d'argent inattendue correspondant à 6 mois de revenus de leur foyer. Un trio se détache nettement des autres usages proposés : l'épargne, le remboursement des crédits et des dettes (58 % en cumul des trois choix possibles), les vacances, les voyages (50 %), et les travaux dans le logement (38 %), ce dernier poste enregistrant une progression de 3 points. Ce recentrage sur la sphère domestique trouve un écho dans la part des répondants qui approuvent l'affirmation selon laquelle « *il est important de pouvoir s'affranchir de la dépendance à l'égard de l'économie en produisant soi-même, en échangeant entre particuliers* », déjà élevée en 2019 (79 %), et qui gagne encore trois points en 2022. Ce désir d'autonomie s'exprime encore dans la réaction des répondants face aux visuels de cadres de vie que nous leur avons présentés. Celui représentant une maison isolée, en pleine nature, dont le toit végétalisé et équipé de panneaux photovoltaïques suggère une forme d'autonomie, s'est hissé en troisième position du classement des cadres de vie idéaux, avec une note moyenne en progression de 2 dixièmes de points.

Enfin une tendance au repli sur soi, qui s'illustre de multiples façons. En réponse à la question « *qu'est-ce qui résume le mieux une vie réussie ?* », les Français interrogés ont placé en première position « *l'épanouissement personnel, la réalisation de soi* », avec 45 % des suffrages, marquant un gain de 5 points par rapport à 2019.

Interrogés sur l'usage qu'ils feraient du temps supplémentaire si les journées devaient subitement compter 26 heures et les semaines 8 jours, 29 % des personnes interrogées ont retenu parmi leurs trois choix possibles « *dormir, se reposer, se détendre* », soit 3 points de plus qu'en 2019. De même, « *passer plus de temps à faire du sport, à s'occuper de son corps* » passe de 19 % à 21 % et « *s'adonner à ses passions* » de 26 % à 28 %. « *Passer plus de temps avec ses proches* » demeure en tête avec 50 %. On notera que le désir de disposer de plus de temps pour soi s'illustre également par la part des actifs qui voudraient idéalement pouvoir travailler moins de 35 heures par semaine (30 heures ou moins) qui, de 37 % en 2019, s'établit désormais à 44 %. Pour cela, 40 % d'entre eux se disent même disposés à subir une baisse de revenu, soit 8 points de mieux qu'en 2019 !

Une société fracturée ?

Les résultats généraux de l'enquête mettent donc en lumière des éléments de consensus au sein de la population française dont, et ce n'est pas un détail – l'adhésion d'une large majorité de Français aux orientations écologiques que devrait prendre selon eux une société idéale. De manière plus précise, l'adhésion au principe de liberté et de droits individuels, le désir de sécurité, l'appétence pour la proximité (à la fois par le relocalisation des activités économiques et par une consommation plus ancrée sur les territoires), les petites échelles et le ralentissement, le consommer « moins mais mieux », et à une échelle plus personnelle un objectif d'autonomie et de réalisation personnelle conjugué au goût pour un lien social (choisi)... apparaissent à travers l'enquête comme des éléments réunissant une proportion importante de Français.

Pour autant, les éléments de consensus peuvent masquer d'autres dimensions autour desquelles les Français se divisent, voire s'opposent. La principale ligne de fracture semble résider dans le rapport à « l'autre » qui s'incarne dans les attitudes à l'égard de la mondialisation économique, mais aussi du cosmopolitisme et de l'étranger. Comme si le pessimisme largement partagé s'incarnait chez certains par une volonté d'ouverture et de changement et chez d'autres par une posture nostalgique de repli s'accompagnant d'une attente de sécurité et de protection.

Parmi les variables caractérisant les personnes ayant participé à l'enquête, celle qui est généralement la plus fortement liée aux positions exprimées est sans conteste la sensibilité politique. Ainsi, voit-on très souvent s'opposer les personnes se déclarant « très à gauche », « proches de mouvements écologiques » ou (mais dans une moindre mesure) « à gauche », avec celles qui disent se situer « à droite » et, plus encore, « très à droite ». Un constat qui conduit donc à nuancer l'opinion selon laquelle le clivage droite-gauche aurait perdu de son sens. Au contraire et même s'il convient de prendre en considération le fait qu'un tiers des personnes interrogées dit ne se reconnaître dans aucune tendance politique, pour celles qui expriment un positionnement, celui-ci apparaît comme un marqueur du rapport au monde et de leur système de valeurs et, à ce titre, influe sur la représentation des idéaux.

Un autre clivage d'importance se révèle à l'examen détaillé des résultats de l'enquête sur de nombreux sujets entre les jeunes et les plus âgés. Les uns et les autres adoptent des positions contrastées qui, parfois se sont même encore écartées entre les deux vagues de l'enquête. C'est le cas en premier lieu des préférences relatives aux trois systèmes utopiques. Le pourcentage de répondants ayant affiché une préférence pour l'utopie écologique diminue régulièrement et sensiblement avec l'âge. Le même constat s'applique, mais de manière moins marquée, à l'utopie techno-libérale. A l'inverse, la préférence pour l'utopie identitaire-sécuritaire est fortement croissante avec l'âge. Et ce lien entre l'âge des répondants et leurs préférences à l'égard des trois systèmes utopiques s'est renforcé par rapport à la vague de 2019. Ainsi, c'est désormais 63 % des moins de 35 ans qui affichent une préférence pour l'utopie écologique, pour 55 % en 2019. A l'inverse, le poids des partisans de ce système utopique chez les 65-70 ans est passé de 47 % à 42 %. Le constat symétrique s'applique à l'utopie identitaire-

sécuritaire. De manière générale, les jeunes apparaissent davantage orientés vers l'égalité, la solidarité, le partage, le respect des différences et la reconnaissance des droits individuels, l'écologie, la mondialisation et le cosmopolitisme, mais aussi vers le matérialisme et l'hédonisme... Globalement, ils se montrent moins pessimistes que leurs aînés. Des aînés davantage portés vers la morale, la tradition, l'ordre et la sécurité, le protectionnisme, les postures de réserve à l'égard des populations d'origine étrangère, qui sont plus défiantes à l'égard des institutions mais plus confiantes dans la science et la technologie pour faire face à la crise écologique...

Il convient bien sûr de nuancer ce type de constats reposant sur des comparaisons de moyennes dissimulant l'hétérogénéité des positions à l'intérieur des tranches d'âge. C'est ainsi que les orientations qui viennent d'être associées aux « jeunes », le sont plus nettement encore aux élèves et étudiants. Un point qui souligne l'importance de l'influence du capital culturel (lui-même corrélé au niveau de vie) sur le rapport aux perspectives utopiques. Ainsi, l'appétence pour l'utopie écologique, la foi dans la science et la technologie, le degré d'optimisme par rapport à l'avenir, le rapport critique à la consommation, le degré d'ouverture au cosmopolitisme, l'ouverture aux différences... se révèlent croissants avec le niveau de diplôme.

L'examen détaillé des résultats de l'enquête met également en lumière l'importance de l'intensité du ressenti de la contrainte budgétaire sur les opinions et les aspirations (intensité de la contrainte budgétaire qui, quoique corrélée avec le niveau de vie, ne doit pas se confondre pas avec lui). Les franges de la population les plus contraintes se révèlent particulièrement pessimistes (notamment par rapport à la gravité de la situation environnementale), défiantes à l'égard des institutions, critiques à l'égard de la mondialisation (y compris à l'égard des étrangers) mais aussi à l'égard du système politique actuel, moins enthousiastes à l'égard du mot « démocratie »... Ils sont nombreux parmi les répondants qui se sont déclarés « gilets jaunes ».

*

Cette nouvelle vague de l'*Observatoire des perspectives utopiques* confirme donc sous un angle original les divers diagnostics déjà livrés relatifs aux fractures qui traversent et menacent la société française. Mais ils pointent également des éléments qui bénéficient d'un large consensus autour desquels pourrait être bâti un projet d'avenir fédérateur. Ces éléments convergent vers une révision des modes de vie et de consommation actuels, dans le sens d'une plus grande compatibilité avec le défi écologique, mais aussi d'une meilleure contribution à l'objectif d'épanouissement et de réalisation personnelle, d'une réponse à la demande de reprise de la maîtrise de son existence, notamment par le ralentissement et la réduction des échelles. Le local, en particulier, ressort comme un enjeu fédérateur, qui réunit les partisans de la priorité à donner à la transition écologique et ceux à la recherche de la protection de leur identité.